

Communiqué de presse

Le 28 mars à 11h, à Saint-Louis nous marcherons pour une “vraie Loi Climat et Résilience”

A la veille du débat sur la “Loi Climat et Résilience”, plusieurs centaines de marches s’organisent partout en France.

A Saint-Louis, afin de dénoncer une Loi Climat trop peu ambitieuse, Climat 3 Frontières avec Alsace Nature, l’ADRA, le CAPS68, L’Assoce Verte, Les Anges Verts de Hégenheim, Les Colibris de Kembs et d’autres associations vous donnent rendez-vous :

**Dimanche 28 mars
A partir de 10h30
devant la gare de Saint-Louis
Pour marcher ensuite vers la Place de l’Hôtel de Ville**

Le projet de loi « Climat et résilience », discuté à l’Assemblée nationale, est le dernier texte du quinquennat consacré à l’environnement. En l’état, il est très loin de l’ambition requise pour répondre à l’urgence écologique et atteindre les objectifs que la France s’est fixée. De nombreuses organisations, mais aussi le Haut Conseil pour le Climat, le Conseil national de la transition écologique et le Conseil économique, social et environnemental l’ont affirmé à de nombreuses reprises.

Le gouvernement, après s’être renié sur de nombreux sujets et avoir été reconnu coupable d’inaction climatique, a mis de côté ou considérablement amoindri les propositions de la Convention citoyenne pour le climat que cette loi était censée reprendre.

Les député.es, qui débattront du projet de loi en séance plénière à partir du 29 mars, doivent à présent prendre leurs responsabilités, notamment :

- en renforçant les articles du projet de loi dans le sens d’une plus grande ambition écologique, notamment s’agissant de la rénovation thermique des bâtiments, de la réglementation de la publicité et de l’utilisation des engrais azotés, du recours aux menus végétariens dans la restauration collective, de la lutte contre l’artificialisation des sols, de la limitation des vols intérieurs en avion ou la responsabilité climat des grandes entreprises.
- en renforçant les articles du projet de loi dans le sens d’une meilleure prise en compte des aspects de justice sociale afin de rendre la transition écologique accessible à toutes et tous

Le 28 mars, veille de l’examen du projet de loi, nous nous mobilisons ensemble pour dénoncer son manque d’ambition, exiger une vraie Loi Climat à la hauteur de l’urgence écologique et défendre les mesures des 150 membres de la Convention citoyenne pour le Climat.

Contacts presse

Stefan SUTER, 06 30 22 10 29

Isabelle SCHAEFFER, 06 72 32 14 31